

# **VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE**

## **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 6 octobre 2018**

### **PROCÈS-VERBAL**

**Date d'envoi des convocations**  
**et de l'Ordre du jour du Conseil municipal:** 24 septembre 2018  
**Nombre de Conseillers municipaux :** 33  
**Nombre de Conseillers municipaux présents :** 24  
**Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration :** 6  
**Nombre de Conseillers municipaux absents :** 3

L'an deux mille dix-huit, le 6 octobre 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

**Conseillers municipaux présents :** M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, M. Rémy **SALGUES**, M. Jean Christian **REY**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration :** M. Denis **RIEU** *procuration à V. POUTIER*, M. Maxime **COUSTON** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Ghislaine **PAGES** *procuration à E. CREPIEUX*, M. Philippe **BERTHOMIEU** *procuration à R. SALGUES*, Mme Carole **BRESCHET** *procuration à M. CEGIELSKI*, Mme Murielle **ISNARD** *procuration à G. COURBEY*

**Conseillers municipaux absents :** M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Michel **AYMERIC**

**Secrétaire de séance :** Vincent **POUTIER**

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous informe que nous avons une question sur table que nous traiterons si vous le voulez bien. Je vous explique de quoi il s'agit. Cet été nous avons fait des animations aux Escanaux et l'État ayant reconnu notre travail propose de renouveler le dispositif pour les vacances de la Toussaint à la condition que nous ayons délibéré avant. Merci de votre accord.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 10 février 2018.**

**Serge ROUQUAIROL :** Nous ne faisons pas d'habitude d'observations de forme quand ça touche à l'orthographe parce qu'elle est volatile mais quand ça touche à l'orthographe grammaticale, faire attention au mode indicatif et au mode subjonctif.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je le mets au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**Le procès-verbal de la séance du 10 février 2018 est adopté à l'unanimité.**

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Décision budgétaire modificative n° 01/2018.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Au vu de la réalisation des dépenses et recettes de l'année 2018 il est nécessaire de modifier certains crédits budgétaires.

### **I – Budget principal :**

#### **En recettes :**

- Les notifications définitives des dotations de l'État ont été globalement supérieures à nos estimations :

.Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communale (FPIC)	<b>-3.887 €</b>
.Dotation globale de fonctionnement (DGF)	<b>-3.624 €</b>
.Dotation nationale de péréquation de la TP (DNPTP)	<b>-21.007 €</b>
.Dotation de solidarité urbaine (DSU)	<b>+63.361 €</b>

- La Dotation de solidarité communautaire (DSC) versée par l'agglomération est supérieure de **17.317 €** par rapport à nos prévisions.

- Le reversement des amendes de police de l'année 2017, reporté au CA 2017 pour 135.000 € est en en définitive de 187.600 € soit une augmentation de **52.600 €**

- Le remboursement de l'assurance suite au sinistre 2017 de l'école Jules-Ferry nous permet d'inscrire **205.800 €** qui viennent compenser en dépenses de fonctionnement **5.500 €** et en dépenses de travaux et matériel (investissement) **200.300 €**

#### **En dépenses :**

- Dans les écoles : l'ouverture d'une classe supplémentaire à l'école Jean-Jaurès demande des crédits supplémentaires de fonctionnement pour un montant de **660 €**

- Suite à l'incendie de l'école Jules-Ferry du mobilier obsolète a été remplacé en classe de CP (hors assurance) pour **7.600 €**

- Suite à l'appel à projet lancé par le ministère des sports, la Ville organise « La Fête des sports » à Bagnols pour les scolaires et les familles. Cette dépense de **9.000 €** est entièrement subventionnée par le Centre National de Développement du Sport (CNDS)

- Une exposition exceptionnelle Playmobil est organisée par la Ludothèque, le coût de fonctionnement de cette manifestation se monte à **1.500 €**

- Afin de satisfaire l'obligation réglementaire de se raccorder au dispositif COMEDC qui permet l'échange dématérialisé de données d'état-civil avec les administrations et les notaires, il a été nécessaire de numériser les actes d'état civil pour un coût total de **25.000 €**

- Festivités : l'organisation du festival Reggae et des Cèz'tivales, non prévus lors du budget primitif, ont représenté une dépense de fonctionnement de **110.000 €** et ont nécessité l'achat de matériel en investissement pour la somme de **10.000 €**. A cet effet, il est proposé une diminution des dépenses imprévues de **- 50.000 €**

Comme chaque année quelques dépenses initialement prévues en fonctionnement sont imputées en investissement (petit mobilier ou matériel) et nécessitent donc un virement en investissement de **1.060 €**

L'ensemble de ces écritures concourent à une augmentation de l'autofinancement de **191.360 €**.

## **II – Budget annexe de la Caisse des écoles :**

Il s'agit juste d'une modification technique d'imputation (subvention au lieu d'honoraires) dans le cadre du paiement des prestations à l'association AGIR pour leur action d'accompagnement scolaire.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Serge ROUQUAIROL :** Tout d'abord je voudrais présenter mes excuses à la Commission puisqu'une arrivée impromptue d'un artisan à la maison m'a empêché de siéger à l'heure voulue. Ensuite, je voulais vous dire que nous avons voté contre le budget principal mais cette DM est d'ordre strictement technique et donc nous la voterons.

**Christian ROUX :** Je voudrais faire une intervention par rapport à la dépense des 9 000 € qui sont subventionnés par le CNDP. Je rappelle que le CNDP est un établissement public qui est sous la tutelle du Ministère des Sports. Je précise que ces fonds sont alimentés par les recettes de la Française des Jeux. Le gouvernement a récemment annoncé qu'il avait privatisé la Française des Jeux et pas besoin de sortir de la « cuisse de Jupiter » pour comprendre que ces fonds n'iront ni aux ligues ni aux associations.

**Claude ROUX :** Je suis alerté par les 52 600 € d'amendes, cela prouve qu'au niveau national il y a plus un effet répressif qu'autre chose même si ça profite à la commune.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je constate simplement que grâce à votre travail sérieux et courageux les choses continuent à aller dans le bon sens et cela me conforte dans la déclaration que j'avais faite et qui est consignée dans le procès-verbal du 10 février 2018. Je vous encourage à continuer ainsi.

**Anthony CELLIER :** Je voudrais rebondir sur l'intervention de M. ROUX concernant la privatisation de la Française des Jeux et du groupe Aéroports de Paris. L'objectif du gouvernement est de dégager 10 milliards supplémentaires qui ont pour objectif d'être capitalisés et le résultat de cette capitalisation sera réinjecté bien évidemment là où ils étaient attribués au départ. C'est une autre façon de privatiser mais c'est une privatisation intelligente d'abord parce que le gouvernement reste prioritaire sur Aéroports de Paris. Un État n'a pas vocation à gérer des boutiques dans un aéroport, il a pour vocation de gérer les flux aériens pour des questions de sécurité mais encore une fois le capital qui sera généré par ces 10 milliards de vente des parts Aéroport de Paris et de la Française des Jeux sera entièrement dédié aux différents ministères.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci M. CEGIELSKI pour cette DM claire et écrite avec intelligence car elle met en exergue certains dossiers à mettre en œuvre. Concernant la DSU je ne vais pas refaire le même discours mais c'est une reconnaissance de l'État de ce que nous sommes et j'espère que dans les années à venir cette DSU continuera d'augmenter car c'est une reconnaissance de notre ville comme une ville-centre. Concernant la DGF, elle est restée constante et dans l'écriture du PLF 2019 on commence à avoir la garantie qu'elle sera maintenue à son niveau actuel. Sur les amendes de police, je rappelle que ce ne sont pas les amendes de police de Bagnols mais les amendes de police au niveau national 2017 qui sont réparties selon un calcul complexe. Mais je le répète car la pédagogie c'est l'art de la répétition : vous avez aussi des effets d'aubaine. Il y a une polémique autour de la Fête du Sport mais les 9 000 € répartis sur tous les clubs sportifs qui ont participé à cette fête sont rentrés intégralement dans les trésoreries de ces clubs. De plus, cette journée a été une belle réussite à tous les niveaux. Ce que je voulais dire c'est qu'il fallait profiter de cet effet d'aubaine, c'est de la gestion communale, c'est du pragmatisme et c'est 9 000 € qui ont été répartis sur l'ensemble des associations sportives de la commune. On ne peut que s'en réjouir. Je voudrais aussi souligner dans cette DM les gros chiffres qui sont annoncés, à savoir : 205 800 € de remboursement du sinistre de l'école Jules-Ferry, toujours pour l'école Jules-Ferry en dépenses d'investissement 7 600 € pour le mobilier et 200 300 € hors assurance. C'est un geste fort pour cette école qui a subi deux sinistres en deux ans. Nous sommes hyper attentifs à cette école, c'est-à-dire que nous avons fait le maximum pour la remettre en état, nous avons fait des gestes financiers, le DASEN est venu spécialement pour la réouverture de cette école, nous sommes en soutien permanent auprès des parents d'élèves et de l'association des parents d'élèves que nous aidons d'une façon un peu plus marquée en ce moment parce qu'ils sont en souffrance. Sur l'école Jules-Ferry sachez que nous avons les yeux rivés dessus que ce soit pour les enseignants, les agents municipaux ou les conditions d'accueil de cette école. Je continue avec une somme de 25 000 € pour la numérisation des actes d'état-civil. Ce qu'il faut comprendre, c'est que nous avons la chance d'avoir une maternité de haute

réputation sur notre territoire qui tourne à plein régime si j'ose dire avec une patientèle qui dépasse les limites de l'agglomération et que donc chaque fois qu'il y a une naissance, le service état-civil est impacté. De ce fait, il nous fallait faire un geste important sur la numérisation. Aujourd'hui, il faut savoir que 68 000 actes sont numérisés et que nous en sommes arrivés à l'année 1983. Vous pouvez imaginer tout le travail qui a été fait. Si on peut se le permettre aujourd'hui c'est parce qu'on dégage en fonctionnement des marges qui nous permettent d'investir pour la modernisation des services.

Après la numérisation des actes je vais vous parler aussi de la réouverture d'une classe à l'école primaire Jean-Jaurès. Cette ouverture nous a été signifiée le mercredi matin, les services de la Mairie que je salue ont fait un travail exemplaire pour permettre à cette classe de démarrer dès le jeudi matin. Toutes ces petites choses font qu'aujourd'hui on a de bons signaux et pas que financiers.

Je ne vais pas aller au-delà, je voulais juste souligner l'écriture de cette DM et s'il n'y a pas d'autres interventions je la mets au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **03**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Garantie d'emprunt à HABITAT DU GARD : construction de 19 logements- Résidence la Convivialité.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La Société Habitat du Gard réalise la construction de 19 logements Résidence la Convivialité à Bagnols-sur-Cèze.

Pour financer ce projet la Société Habitat du Gard peut contracter un prêt d'un montant total de 2.044.519 € constitué de 4 lignes décrites ci-dessous, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- prêt locatif à usage social (PLUS) de	632.422 €
- prêt locatif à usage social et foncier (PLUS foncier) de	51.599 €
- prêt locatif aidé d'insertion (PLAI) de	1.234.476 €
- prêt locatif aidé d'insertion (PLAI foncier) de	126.022 €

Les taux proposés sont indexés sur les taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat, + 0,60 % pour les prêts PLUS et – 0,20 % pour les prêts PLAI.

Le Conseil municipal propose de garantir ce prêt à hauteur de 50%.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Claude ROUX :** Je vais voter contre ainsi que la question d'après. Ce n'est pas par rapport au social mais je pense qu'avant de vouloir faire du neuf il faut rénover l'existant et tant que l'existant ne sera pas rénové je voterai contre les prêts pour du neuf. J'ai été alerté par des habitants de Vaucluse Logement ou Habitat du Gard qui se plaignent du manque d'entretien. Donc, on entretient et après on construit.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je pense que Vaucluse Logement n'existe plus depuis très longtemps. C'est dommageable car les deux questions sont liées, vous auriez pu au moins vous abstenir mais c'est votre droit. Par contre, nous allons voter la même délibération côté agglomération car si on veut préparer l'avenir sur la rénovation urbaine il faut commencer à construire mais c'est un débat que l'on pourrait avoir ici mais qui serait relativement long.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? **1 opposition** (Cl. ROUX). Des abstentions ? Non.

**La question n° 3 est adoptée à la majorité.**

Question n° : **04**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Garantie d'emprunt à Logis Cévenols pour les aménagements extérieurs de la Résidence des Fonctionnaires.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La Société Logis Cévenols va procéder à l'aménagement des espaces extérieurs de la Résidence des Fonctionnaires située rue de la Lionne et avenue de l'Ancyse à Bagnols-sur-Cèze.

Pour financer ce projet la Société Logis Cévenols doit contracter un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 1.220.000 €.

- Montant du prêt : 1.220.000 €<sup>2</sup>
- Échéance annuelle
- Durée 15 ans
- Index : taux du livret A avec marge de 0,6 %

La réglementation en vigueur le permettant, le Conseil municipal propose de garantir cet emprunt à hauteur de 50%.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je connais déjà la réponse mais je vois que pour le total des annuités garanties entre cette question est la précédente le total des annuités garanties n'a pas bougé mas je suppose que c'est normal puisque nous venons seulement de voter pour la 1<sup>ère</sup> question. Ceci est dit pour la compréhension des gens qui viennent s'informer.

**Jean-Yves CHAPELET :** Là pour le coup M. ROUX c'est de la rénovation mais chacun est libre de son vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification contrat d'apprentissage rentrée 2018.**

**1/Note synthétique de présentation :**

En Conseil municipal du 30 juin 2018, il a été décidé la création de 7 contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2018.

Il s'agit de rectifier le diplôme préparé au service « Commande Publique » et de remplacer le Master 2 « Droit Public » par une licence professionnelle « Gestion des achats dans le secteur public ».

Question présentée à la Commission moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Serge ROUQUAIROL :** La nature du diplôme en tant qu'ancien enseignant me permet d'insister sur le très grand intérêt pour les étudiants qui suivent des parcours de BTS ou DUT d'aller jusqu'à la licence professionnelle qui est une qualification souvent extrêmement pratique et recherchée au-delà du diplôme BTS qui est un diplôme de valeur mais peut-être un peu trop couru. Donc, c'est une insistance que j'avais quand j'étais prof, l'occasion m'étant donnée de le faire ici publiquement et j'insiste vraiment là-dessus, la licence pro c'est une voie très intéressante de qualification.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès du club sportif « Football Club Bagnols-Pont ».**

**1/Note synthétique de présentation :**

Il est proposé de mettre à disposition auprès du club sportif « Football Club Bagnols-Pont » un employé municipal pour l'entraînement des jeunes le mercredi matin de 8 heures à 12 heures pour la période du 2 septembre 2018 au 13 juin 2019 hors périodes scolaires et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **07**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Subventions aux associations du secteur social.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La délibération d'attribution des subventions de fonctionnement pour l'année 2018 adoptée au conseil municipal du 7 avril 2018 a réparti les crédits, dont 19 350 euros pour le secteur social.

Une délibération d'attribution complémentaire des subventions du secteur social a eu lieu le 30 juin 2018.

Cependant, suite à la réception de nouvelles demandes de subventions, il est proposé de compléter le tableau d'attribution des subventions aux associations intervenant dans le champ des solidarités, comme suit :

ASSOCIATIONS	2017	2018
CROIX ROUGE FRANCAISE BAGNOLS	2 000	2 000
SECOURS POPULAIRE	2 000	2 000
<i>Subventions soumises à action particulière</i>		
MNEMOSYNE minibus accueil de jour		2 000

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **08**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Convention de partenariat entre la ville et l'Association Sud Horizon dans le cadre du Projet Educatif de Territoire.**

### **1/Note Synthétique de présentation :**

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville a élaboré un Projet Educatif de Territoire, avec les volontés politiques suivantes :

- Favoriser l'accès de tous à l'offre éducative
- Favoriser la citoyenneté et le « vivre ensemble »
- Diversifier l'offre éducative
- Améliorer la concertation entre tous les acteurs éducatifs

Pour répondre à ses objectifs, la ville met en place de nombreux projets tout en soutenant le milieu éducatif en temps scolaire, par la mise à disposition d'intervenants.

L'Association Sud Horizon intervient depuis de nombreuses années en temps scolaire et participe très souvent aux actions municipales.

Tout ce travail étant amené à se poursuivre, la convention pluriannuelle a été ajustée pour son renouvellement.

Il est proposé de signer la convention de partenariat entre la Ville et l'association Sud Horizon pour les années 2019, 2020 et 2021 et de verser chaque année la subvention correspondant au nombre d'heures d'intervention.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 24 septembre 2018, ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **09**

Rapporteur : **G COURBEY**

Objet : **Subventions aux associations du secteur culturel.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La délibération d'attribution des subventions de fonctionnement pour l'année 2018 adoptée au conseil municipal du 7 avril 2018 a réparti les crédits, soit 15 200 euros pour le secteur culturel.

Cependant, suite à la réception d'une nouvelle demande de subvention, il est proposé de compléter cette délibération avec l'attribution d'une subvention de 100 € à l'association « K Danse ».

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 24 septembre 2018 et à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **10**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **Foyer éducatif du collège du Bosquet : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

A l'occasion de la célébration du centenaire de la guerre 14-18, les élèves de la classe CHAM de la chorale du collège du Bosquet se produiront au square Joseph-Thome, le dimanche 11 novembre.

La responsable de la chorale sollicite de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour l'aide à l'achat de partitions et de tenues adaptées à l'évènement.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 300 € au foyer éducatif du collège du Bosquet.

Question présentée à la commission éducation, sport et culture du 24 septembre 2018 et à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il va falloir que vous libériez beaucoup de temps aux alentours du 10 et 11 novembre. Je pense que le programme est sorti mais qu'il faut l'affiner encore. Donc, libérez vos agendas et préparer vos beaux habits.

**Raymond MASSE :** Je voudrais souligner le beau travail accompli par ARTE PIERRE et toutes les entreprises qui travaillent autour.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **11**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **Foyer éducatif du collège Gérard-Philippe : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre des programmes éducatifs sur la politique de mémoire, qui mettent l'accent sur des faits historiques dans le but de construire une mémoire collective, des enseignantes du collège Gérard-Philippe ont proposé à une classe de 3<sup>ème</sup> de travailler sur la commémoration du centenaire de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale.

Ce travail de recherche (récolte et classement des informations) a été effectué à partir de documents d'archives numérisés.

Une exposition intitulée « *Des poilus bagnolais morts pour la France dans la première Guerre mondiale* » et un diaporama seront réalisés pour être présentés au public.

Les professeurs sollicitent la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour l'aide à la réalisation de cet évènement.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 300 € au foyer éducatif du collège Gérard-Philippe.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 24 septembre 2018 et à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Raymond MASSE :** L'exposition va durer du 5 au 23 novembre et je tiens à remercier les services municipaux qui ont fait un gros travail de recherches. Ils m'ont été d'une aide précieuse.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **12**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Moto Club Bagnolais » : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Moto Club Bagnolais » a organisé à Bagnols-sur-Cèze le 16 juin 2018, un trial éducatif au Parc Rimbaud.

41 jeunes pilotes étaient inscrits, parents et enfants étaient ravis de cette expérience et ont apprécié le site, aménagé spécialement pour cet événement (enrochement, bordures et buses en béton, palettes etc...). C'est la seule manifestation de « trial éducatif » organisée à ce jour, qui a permis de recevoir autant de jeunes trialistes.

Des démonstrations par des pilotes plus confirmés au club et des essais de mini-motos électriques ont été proposés également au cours de la journée.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 400 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 24 septembre 2018 et à la Commission moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Claude ROUX :** Je souhaiterais Monsieur le Maire et Monsieur l'adjoint que vous transmettiez toutes nos félicitations aux services municipaux sports qui ont œuvré toute une nuit pour l'installation du revêtement au sol pour que la manifestation du forum des associations puisse se tenir.

**Vincent POUTIER :** C'est déjà fait mais nous transmettrons votre message.

**Christian ROUX :** C'est dommage que notre député soit parti car je voulais lui renouveler mon inquiétude par rapport au sport en général. Je profite de cette question pour rappeler que le budget des sports est en réduction de 6%. Il était déjà très faible puisqu'on était à 480.000.000€ et que l'on est maintenant à 450.000.000€. Voilà pour le volet financier. Tout à l'heure nous avons eu une explication argumentaire du député pour expliquer la compensation du groupe Aéroports de Paris. Par contre, pour le volet emploi le Ministre des sports a décidé de réduire 1.600 emplois. Vu de Bagnols-sur-Cèze cela peut paraître anodin sauf que cela aura forcément un impact avec moins de cadres techniques, moins d'encadrement, moins de détection, moins de formation et forcément un impact sur les associations de notre ville. Je m'en désole et je pense que le sport ne doit pas être une charge pour la collectivité mais plutôt un investissement.

**Jean-Yves CHAPELET :** Sachez que pour l'équipe municipale et le Maire que je suis, nous sommes très attentifs à ce qui se passe dans le domaine sportif.



**Serge ROUQUAIROL :** Vous venez de signaler Monsieur le Maire l'intérêt que vous portez à la ville pour son sport et lorsque nous préparions ce conseil avec mes amis nous avons constaté qu'il n'y avait pas moins de 4 adjoints au sport et 2 ou 3 conseillers municipaux qui ont eu des délégations au sport. C'est la preuve que toute municipalité confondue, le sport a beaucoup toujours compté et pour moi c'est la seconde jambe du couple éducation.

**Jean-Yves CHAPELET :** La vraie richesse de Bagnols ce sont les associations qu'elles soient culturelles, sportives et les gens qui les constituent.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **13**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Judo Taïso Club bagnolais » : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Judo Taïso Club bagnolais » sollicite la commune pour une participation financière à leurs charges de fonctionnement.  
Il est proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 24 septembre 2018 et à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Vincent POUTIER :** Je voudrais compléter en rajoutant que cette délibération témoigne des besoins du club de judo mais qu'en fin de compte ça traduit une difficulté croissante des clubs. Il y a aussi le fait que la carte des championnats a profondément modifié les nouveaux périmètres des régions et l'augmentation du coût des transports met en difficulté les clubs quant au fait de participer aux compétitions. Je rappelle qu'aujourd'hui, les clubs qui sont en compétition régionale peuvent aller jouer jusqu'à Tarbes. Ce n'est pas neutre pour des petits clubs.

**Claudine PRAT :** Cette intervention répond partiellement à ma question parce que jusque-là toutes les subventions étaient motivées par l'organisation d'un événement. Celle-ci *a priori* correspond à des charges de fonctionnement et à une difficulté passagère de gestion de l'association. Le critère difficulté financière entre dans les attributions de subventions annuelles ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Non car vous avez ce qu'on appelle les subventions annuelles de fonctionnement. Là, il s'avère que les difficultés viennent de l'organisation d'un championnat qui s'est largement agrandi. Comme je le disais tout à l'heure, nous sommes très attentifs et nous essayons par cette délibération d'aider ce club à pouvoir aller participer à des événements.

**Serge ROUQUAIROL :** Pour aller dans le sens de l'intervention de Mme PRAT. On connaît bien ce club et il est méritant sur le plan du fonctionnement parce que c'est un des clubs sur Bagnols qui assume sa charge foncière. Ce qui correspond à un équilibre par rapport aux clubs qui utilisent les structures municipales dont on leur montre ce à quoi ça correspond sur le plan budgétaire.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **14**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association de défense de l'environnement des quartiers Nord et Est de Bagnols : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Chaque année, l'association de défense de l'environnement des quartiers Nord et Est de Bagnols organise une paëlla dans le cadre de sa Fête de quartier.

Pour fêter ses 20 ans d'existence, elle a souhaité marquer de façon plus festive cette manifestation en organisant diverses animations afin de remercier tous les bénévoles et tous ceux qui soutiennent cette association.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer à l'association de défense de l'environnement des quartiers Nord et Est de Bagnols une subvention de 400 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET :** Si vous le permettez je vais associer l'ensemble du conseil municipal pour adresser toutes mes félicitations à sa présidente, Madame Gilberte Allègre, que vous connaissez tous, qui depuis des années œuvre pour cette association qui se bat au quotidien sur des aménagements routiers, sur l'amélioration du cadre de vie et sur d'autres dossiers comme la 2x2 voies.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **15**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Union Bouliste Bagnolaise » : attribution d'une subvention.**

L'association *Union Bouliste Bagnolaise* a organisé des concours à la mêlée durant la fête votive qui s'est déroulée du 7 au 12 septembre 2018.

- Le dimanche 9 septembre : concours 3D (pétanque, provençal, lyonnaise)
- Le lundi 10 septembre, un concours traditionnel

Il est proposé de verser à cette association une subvention de 125 € par animation, soit 250 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **16**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Société Protectrice des Animaux » (SPA) : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le refuge de Vallérargues de la Société Protectrice des Animaux met en œuvre des activités au service de la protection animale mais aussi de l'intérêt général local. Son objectif pour 2019 est de favoriser le nombre d'adoption des animaux abandonnés et en sortie de fourrière.

L'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Claudine PRAT :** La SPA qui est effectivement une organisation nationale se trouve actuellement dans la tourmente par rapport à ses difficultés avec la Cour des Comptes avec une gestion intérimaire par un mandataire. Il se trouve que toutes les ressources que cette association reçoit sont centralisées au siège à Paris. Est-ce qu'on est sûr que cette subvention va revenir à Vallérargues pour l'intérêt général local d'autant plus que cette société a une trésorerie nette disponible de 66 millions d'euros ?

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je note que ce geste tombe à 48 heures de la journée nationale des animaux et donc je pense qu'à cette occasion c'est un beau cadeau.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il s'avère qu'en ce moment nous travaillons beaucoup sur les chats errants c'est-à-dire sur leur ramassage et leur stérilisation. Pour ce faire, nous avons passé une convention avec la SPA que nous allons reconduire. Notre interlocuteur local à Vallérargues m'a expliqué qu'ils avaient une double gestion dont une partie est centralisée au siège et l'autre partie reste à Vallérargues. De plus, je voudrais saluer tout le travail au quotidien fait par cette société qui doit être à 25 stérilisations par an et une nouvelle campagne de stérilisation de chats doit arriver avant la fin de l'année. Je fais le distinguo entre les problèmes de gestion et le bénévolat. Je connais le problème au niveau national et la réalité de la présence de ces hommes et de ces femmes qui travaillent sur le terrain.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **17**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Renouvellement de la Délégation de service public de fourrière à véhicules (enlèvement et gardiennage) sous forme de concession.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Par délibération n° 113/2017 du 16 décembre 2017, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de cette délibération et à signer la convention avec le candidat retenu pour la délégation de service public de la fourrière automobile.

Le 11 avril 2018, la procédure de délégation de service public a été mise en œuvre et un avis de concession a été publié conformément au décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

La date limite de réception des offres était fixée au 15 mai 2018.

La Commission de Délégation de Service Public (CDSP) qui s'est réunie le 22 mai 2018 pour procéder à l'ouverture des plis conformément à l'article L1411-5 du CGCT a constaté l'absence de pli et a déclaré la procédure infructueuse.

L'article 11-2° du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession autorise à conclure un contrat de concession sans publicité ni mise en concurrence préalables dans le cas où aucune candidature ou aucune offre n'a été reçue.

Il est donc demandé au Conseil municipal l'autorisation de signer la convention de délégation de service de la fourrière automobile avec la société DSCC, garage Davanier, située à Saint-Victor-la-Coste.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **18**

Rapporteur : **L. VOIGNIER**

**Objet : Bail avec la SARL SOLEIL DE BAGNOLS – Installation d’ombrières photovoltaïques sur les parkings privés de la Cèze et Euzéby.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Par délibération n° 110/2015 du 10 octobre 2015, le Conseil municipal a décidé :

- d'approuver le principe d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le site du « Parking de la Cèze »,
- d'autoriser la réalisation d'une étude de faisabilité permettant de connaître les possibilités d'implantation d'ombrières photovoltaïques sur ce site,
- d'autoriser Monsieur le Maire à donner mandat à la S.A.R.L. VSB ENERGIES NOUVELLES pour agir au nom de la commune auprès des différents services et administrations afin de mener à bien cette étude,
- d'autoriser la signature d'une promesse de bail, d'une durée de validité de trois années et permettant la réservation des surfaces, l'étude approfondie des sensibilités, servitudes et contraintes des sites, la réalisation du dossier d'accompagnement et de présentation du projet, l'étude du raccordement avec EDF, l'obtention des autorisations administratives et la préparation du financement.

Par délibération n° 090/2016 du 2 juillet 2016, le Conseil municipal a décidé d'approuver l'extension du projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le site du « Parking de la Cèze » au site « Parking Euzéby ».

Suite à cela et après différentes phases de négociation, la SARL SOLEIL DE BAGNOLS, société détenue à 100% par la SARL VSB ENERGIES NOUVELLES, propose à notre approbation la signature d'un bail à construction d'une durée de 30 (trente) ans à compter de la mise en service des installations, moyennant une redevance annuelle révisable de 6 500 € hors taxes (7 800 € TTC).

De ce fait et au vu du projet de bail à construction, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la passation d'un bail à construction pour l'installation d'ombrières photovoltaïques sur le site « Parking de la Cèze » et le site « Parking Les Estouzilles »,
- d'approuver la signature de ce bail avec la SARL SOLEIL DE BAGNOLS,
- d'autoriser le raccordement électrique inter-parkings,

- de donner pouvoir à Monsieur Le Maire pour la signature du bail à intervenir, dans les conditions administratives, techniques et financières qui y sont décrites.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2018 et à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **19**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Subvention à l'A.G.A.V.I.P. pour le financement partiel d'un poste d'intervenant social en Commissariat de police.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de la programmation du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), un poste à 75% d'intervenant social au Commissariat de police porté par l'Association Gardoise d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales (A.G.A.V.I.P.) a été créé pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aide aux victimes.

Au regard du bilan probant des actions menées grâce à cet intervenant social et après discussion avec les partenaires (État, Conseil départemental et ville de Bagnols-sur-Cèze) il est proposé de modifier la répartition d'attribution des subventions comme suit :

- Ville de Bagnols-sur-Cèze : 13 100 €
- État : 10 350 €
- Conseil départemental : 10 350 €

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je voudrais juste rendre hommage au travail d'accueil et d'écoute que fait cette personne qui soulage énormément le Commissariat. Hélas, nous constatons que les violences faites aux femmes au niveau national sont en nombre croissant. Au niveau de l'accueil des femmes, mais il peut y avoir aussi des hommes, qui trouvent là un lieu d'écoute et aussi des moyens de trouver des solutions sur ce type de problématique grâce à la Communauté d'agglomération.

**Serge ROUQUAIROL :** A titre familial je suis très proche de quelqu'un qui travaille dans une association d'aide aux victimes et je voulais souligner l'importance du fonctionnement de ces associations dont on rappelle que ce sont des associations loi 1901 et que néanmoins elles sont structurellement intégrées à l'appareil d'État depuis maintenant 25 ans qu'elles existent, qu'elles sont des partenaires réguliers des Préfectures et des Commissariats. D'ailleurs, elles ont une autorité de tutelle directe en Préfecture et leur intervention auprès des populations est déterminante quant à la qualité d'humanité de l'accueil. Il faut aussi souligner l'allègement des tâches administratives de police à laquelle correspond l'engagement de ces personnes des associations d'aides aux victimes, l'AGAVIP pour le Gard et d'autres désignations pour les autres départements de notre région. Je pense que c'est vraiment quelque chose d'important au même titre que la Maison de Justice et du

Droit et que les personnels dont nous assurons les salaires en parité avec les départements la plupart du temps. Je voulais souligner l'importance de ce travail et la qualité que cela représente pour la population de Bagnols. Les statistiques montrant bien que les  $\frac{3}{4}$  des victimes sont des femmes.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Vous devez me trouver bien silencieux aujourd'hui. Peut-être que certaines personnes sont étonnées que l'on ne pose pas beaucoup de questions, que les débats ne sont pas très animés, mais depuis votre élection j'ai eu la faculté de participer aux Commissions, ce que je n'avais pas avant, et dans les Commissions toutes les questions sont posées de façon quasi amicale où tout est déjà réglé. La réunion du Conseil municipal n'est finalement qu'une façon d'officialiser les choses.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **20**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession d'une unité foncière à Logis Cévenols dans le cadre de la Résorption de l'Habitat Indigne - Quartier Bazine.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Sur un terrain communal, au lieu-dit « Bazine », route de Carmignan, à Bagnols-sur-Cèze, des gens du voyage se sont sédentarisés depuis plusieurs années.

Ces ménages, attachés à leur terrain d'accueil et refusant d'être éloignés les uns des autres, ont fait l'objet de plusieurs tentatives d'accompagnement social vers un relogement qui n'ont pu aboutir pour les familles qui souhaitent rester sur le site.

La municipalité, soucieuse de voir disparaître cet habitat indigne, s'est donc résolue à envisager de construire, sur ce terrain, sept logements locatifs sociaux destinés exclusivement à l'accueil des sept ménages recensés.

Elle a arrêté des dispositions particulières au PLU pour permettre la réalisation de l'opération, échangé avec la DDTM sur le montage d'une opération de Résorption d'Habitat Indigne (RHI), et sollicité le bailleur social Logis Cévenols afin qu'il construise et gère ces logements sociaux, ce que Logis Cévenols a accepté.

La ville a eu la charge de réaliser un plan de division nécessaire au lancement de la procédure de cession du terrain et notamment à l'estimation de France Domaine. En tout état de cause, un prix de cession avait été d'ores et déjà estimé pour répondre aux exigences de l'équilibre budgétaire du projet. Le prix de vente prévisionnel était estimé à 20 000 € ; celui-ci est inscrit en recette prévisionnelle de charge foncière dans le cadre du bilan d'opération conventionné avec l'ANAH.

France Domaine a confirmé ce prix dans son avis du 26 juillet 2018.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession de l'unité foncière issue d'une division des parcelles AH 53, AH 55, AH 56 et AH 260, d'une superficie de 3 233 m<sup>2</sup>, au profit de Logis Cévenols au prix de 20 000 €. Les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2018.

**Claude ROUX :** Je voterai très favorablement la vente de ce terrain. Il est prévu de construire des petits pavillons pour sept ménages mais que se passe-t-il si un s'en va ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous sommes dans le cadre de la résorption de l'habitat indigne et donc dans un premier temps il a fallu faire un état des lieux des personnes à reloger et c'est Logis Cévenols le constructeur. L'histoire n'est pas de faire des maisons spécifiques pour les gens qui vivent sur place. Ce sont des logements que l'on pourrait construire dans tout autre endroit de la même façon. Quand les gens vont s'en aller, ce parc locatif sera proposé par Logis Cévenols. Le but c'est qu'à terme ces logements deviennent accessibles à tout le monde. La démarche est de passer d'un logement indigne à un logement normal petit à petit. Logis Cévenols qui mène cette opération a déjà réussi une très jolie opération sur Alès.

**Claudine PRAT :** La 1<sup>ère</sup> délibération sur ce sujet date de 2014, les logements ne sont pas encore construits. Quatre ans après est-ce que les gens ne font pas preuve d'impatience ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Bien sûr que si. C'est une opération à long terme. Il a fallu revoir le PLU, faire des études de terrain, des études de pollution, déposer le permis de construire, il a fallu aller chercher les financements de l'ANAH, les crédits ATI FEDER. Aujourd'hui la plateforme est faite, tout est validé donc ils sont impatients d'intégrer leurs logements. Je rappelle que c'est une opération qui coutera zéro euro sur le budget communal mais que c'est de l'ordre de 800 000 €.

**Claude ROUX :** Est-ce qu'il est prévu dans le contrat entre Logis Cévenols et les habitants une clause sur la propreté du site ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je ne suis pas le gestionnaire, je ne vais pas répondre à la place de Logis Cévenols.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **21**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition de parcelles auprès de la SNC L'ANCYSE – Classement dans le domaine public communal.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La SNC L'ANCYSE s'est tournée vers la Commune pour lui proposer l'achat de la parcelle cadastrée CD 522. Cette parcelle est l'assiette de la rue Jean-Nouguier.

Cette parcelle correspond à une voirie (5,5 m de large et environ 150 m de long) et à des places de stationnement. Par conséquent, après que la Commune en ait fait l'acquisition, il conviendra de la transférer dans le domaine public communal.

La SNC L'ANCYSE a donné son accord pour une cession à l'euro symbolique.

La délibération n° 66/2018 a déjà été prise en ce sens. Cependant, l'ensemble des travaux n'ayant pas été finalisé, la parcelle a été divisée en deux afin de permettre à la Commune de récupérer tout de suite la partie où les travaux sont terminés, parcelle CD 543, et dans le futur, celle où les travaux sont toujours en cours, parcelle CD 544.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de modifier la délibération n° 66/2018 du 30 juin 2018 en autorisant :
  - l'acquisition immédiate auprès de la SNC L'ANCYSE de la parcelle cadastrée CD 543, pour une superficie de 2 156 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique,
  - l'acquisition différée auprès de la SNC L'ANCYSE de la parcelle cadastrée CD 544, pour une superficie de 314 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique, une fois celle-ci achevée et réceptionnée par les services municipaux,
- que les frais notariés soient à la charge de la SNC L'ANCYSE,
- de transférer, après leur acquisition respective, les parcelles CD 543 et CD 544 dans le domaine public communal et de conserver la dénomination « Rue Jean-Nouguier » pour désigner la voie,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2018.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **22**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics AEP et EU 2017.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Le Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics en eau potable et assainissement. Ce rapport doit être présenté au Conseil municipal pour avis au plus tard dans les neufs mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ou dans les douze mois si au moins une compétence en eau potable ou assainissement a été déléguée à un établissement public de coopération intercommunale.

Dans le cas présent, les compétences traitement des eaux usées et service public d'assainissement non collectif ont été transférées au Sabre (syndicat d'assainissement de Bagnols et sa Région). Le rapport annuel du Sabre est annexé au présent rapport.

Dans les quinze jours qui suivent leur présentation, les rapports seront mis à la disposition du public à la mairie pendant un mois après avis par affichage. Un exemplaire devra aussi être transmis au Préfet pour information.

Les faits marquants de l'exercice 2017 pour l'eau potable et l'assainissement sont :

#### Eau potable :

- 11<sup>ème</sup> année de fonctionnement du contrat d'affermage

#### Assainissement :

- 3<sup>ème</sup> année de fonctionnement du contrat de prestations de service pour l'entretien des réseaux EU

#### Prix de l'eau sur l'exercice :

Dans le but d'avoir une meilleure représentativité du prix de l'eau et une base de comparaison nationale, le prix de l'eau est évalué au travers d'une facture type de 120 m<sup>3</sup>/an soit en moyenne la consommation d'un foyer durant une année.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 le prix moyen de l'eau sur une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (partie fixe et partie proportionnelle en eau potable + assainissement + taxes) est de **3,741 €/m<sup>3</sup>** soit une stabilisation (baisse de 0,12 %) par rapport à la facture de 120 m<sup>3</sup> du 1<sup>er</sup> janvier 2017 (3,745 €/m<sup>3</sup>).

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2018.

**Claudine PRAT :** Sur Bagnols, sur l'année 2017, nous avons constaté par rapport à 2016, 18% d'augmentation du nombre d'abonnés. Quelle en est la raison ?

**Monique GRAZIANO-BAYLE :** La raison en est que nous avons individualisé des compteurs, c'est-à-dire que dans certains immeubles où il n'y avait qu'un seul compteur collectif, nous les avons séparés.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je rappellerai que le prix du m<sup>3</sup> est largement compétitif à ce qu'on voit sur l'agglomération et au-delà. Nous sommes en DSP et donc lorsque j'entends des combats entre régie et DSP, il faut comparer ce qui est comparable. Ensuite, lorsque vous regardez ce rapport, vous avez un chiffre qui apparaît, c'est le rendement de distribution d'eau potable qui aujourd'hui est à 86% et nous place en première position dans le Gard. Depuis, maintenant 30 ans, nous avons la chance d'avoir des adjoints aux travaux qui en permanence ont eu le souci d'endiguer les fuites d'eau et je rends hommage à tous les élus prédécesseurs qui ont assuré cette continuité. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

**Serge ROUQUAIROL :** Je voulais faire le même type de commentaire parce que j'ai souvenir des interventions de M. Paul Ulmann dans les Conseils municipaux avec justement son obsession du rendement des réseaux et la cheville ouvrière à l'époque était un employé municipal dont je vais me permettre de citer le nom, c'était M. Campredon et il a fait un travail dont la suite continue d'intervenir et qui nous place très haut dans ce classement. A l'époque, Bagnols avait obtenu *Le Triton d'Or* ce qui nous avait beaucoup amusés pour la qualité de ses réseaux et la qualité du travail effectué.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **23**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Avenant n° 3 au contrat d'affermage du service public de distribution de l'eau potable.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La production, le transport et la distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de la commune sont des compétences déléguées par convention d'affermage à la société VEOLIA Eau depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée de 12 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Cet avenant n°3 à la convention de délégation de service public actuellement en vigueur vise à prolonger sa durée initiale d'un an soit jusqu'au 31 décembre 2019.

La décision de prolongation du contrat actuel a été prise considérant la nécessaire continuité du service public de production, de transport et de distribution d'eau potable et afin de disposer du délai nécessaire au lancement d'une nouvelle procédure de mise en concurrence aux fins de dévolution du service public.

Cet avenant permet aussi d'intégrer des évolutions réglementaires dans le règlement de service, à savoir, le décret d'application de la loi Brottes relatif à l'interdiction des coupures d'eau de particuliers, la loi Hamon relative aux informations contractuelles des consommateurs, et l'évolution de la réglementation relative aux risques d'exposition à l'amiante.

Cet avenant intègre des nouvelles obligations techniques et financières, à savoir :

- un compte de renouvellement de 100 350 € (détail joint en annexe),
- un fond de travaux pour le renouvellement de branchements de 89 500 €,
- l'équipement de 100 compteurs communaux d'un dispositif de télérelevé,
- une dotation permettant la sécurisation des sites d'un montant de 10 000 € ainsi que le renforcement de la clôture nord du champ captant des Hamelines pour un montant de 11 360 €.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 24 septembre 2018 et à la Commission moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Serge ROUQUAIROL :** Je rappellerai que dans le cadre des préconisations de la vigilance contre les attentats terroristes, tous les encadrements de sites de captage sont appelés à être renforcés ce qui justifie cette somme supplémentaire mais ça justifiera d'autres types d'interventions à l'avenir.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **24**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Adhésion à l'association Technoparc.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Présidée par M. SALMERON et composée de diverses entreprises et établissements situés sur Bagnols-sur-Cèze, Technoparc est une association qui a pour objet :

- de mettre en œuvre toute action ou initiative concourant à la valorisation et au développement des zones d'activités de Berret et de l'Euze,
- de maintenir et accroître la compétitivité et l'attractivité de ces zones d'activités,
- de maintenir et développer, directement ou indirectement, les relations avec les différentes instances ou organismes intervenant ou susceptibles d'intervenir, directement ou indirectement, dans la gestion, l'orientation, le développement ou l'attractivité de ces zones d'activités.

Il est proposé d'adhérer à l'association.

La cotisation annuelle proposée est de 100 euros.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 26 septembre 2018.

**Jean-Yves CHAPELET** : L'agglomération du Gard rhodanien vient d'adhérer. C'est une association d'entrepreneurs qui s'est créée à la zone de Berret et sur la zone de l'Euze. Elle a pris pour nom Technoparc. La Mairie ayant ses Services Techniques implantés à la zone de Berret a décidé d'adhérer à l'association.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 24 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **25**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 21/2018 au n° 26/2018 et de l'arrêté n° 620/2018.**

**N° 21/2018 :** Désignation d'un avocat dans une affaire opposant le Maire à un agent municipal devant la CAA de Marseille.

**N° 22/2018 :** Fixation des tarifs pour les spectacles de la programmation culturelle du 2<sup>ème</sup> trimestre 2018.

**N° 23/2018 :** Convention entre la ville et l'association « La fabrik du signe » pour des interventions à la ludothèque municipale.

**N° 24/2018 :** Marché de services concernant l'exploitation des équipements et matériels de chauffage, de climatisation, de production ESC et traitement d'eau.

**N° 25/2018 :** Convention avec la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien pour le financement des travaux entrant dans les fonds de concours 2017.

**N° 26/2018 :** Convention entre la ville et l'association « Les Girafons Zébrés » pour des interventions à la ludothèque municipale.

**Arrêté n° 620/2018 :** Versement de l'aide annuelle à l'association Peuples Solidaires dans le cadre du dispositif « 1% eau ».

**Jean-Pierre NAVARRO :** M. le Maire me permettez-vous de poser une question sur la décision n° 21/2018 ? Que veulent dire les initiales CAA ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Cour Administrative d'Appel de Marseille. Nous passons maintenant à la question sur table.

Question n° : **Question supplémentaire**  
Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Convention de participation aux animations d'automne aux Escanaux.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de la Politique de la Ville, la Ville a souhaité organiser des animations gratuites auprès des jeunes du quartier des Escanaux durant l'été 2018.

Les partenaires de la Ville que sont le Département et l'État, via le CGET, ont validé et soutiennent financièrement cette action.

Durant 4 semaines cet été, le quartier a été animé par des activités accessibles à tous les jeunes.

Les équipes d'agents territoriaux diplômés ont été renforcées par l'intervention d'associations, afin de faire découvrir aux enfants leurs activités spécifiques.

Ce dispositif ayant rempli tous les objectifs, l'État a proposé à la Ville un soutien financier supplémentaire afin d'organiser des animations durant les vacances d'automne.

Il est proposé d'organiser ces journées les 29, 30 et 31 octobre qui viendront alors en complément du dispositif « Pass Loisirs » qui se déroule la 1<sup>ère</sup> semaine des vacances de Toussaint.

Pour assurer le respect des principes pédagogiques et les obligations de chacun, une convention est mise en place entre la Ville et les associations participantes.

Il est proposé que la Ville signe cette convention avec chaque association participant aux animations d'automne.

**Vincent POUTIER :** Il faut savoir que 155 jeunes différents ont participé à ce dispositif pour 1029 demi-journées et qu'il y avait en moyenne sur la tranche du mois de juillet, du 9 au 20 juillet, 55 enfants par ½ journée et au mois d'août, du 20 au 31 août, 47 enfants en moyenne par ½ journée. Les structures qui ont participé sont les associations Second Souffle, les clubs FCBP, Boxe et Culture, Riposte, les services Médiathèque et Ludothèque, Détente Créative et l'Assauce Urbaine. Il y avait également des ateliers cirque et fêtes du centre social Mosaïque-en-Cèze, Les Petits Débrouillards et un dernier atelier qui a eu beaucoup de succès de réparation de vélos atelier de récup à tout prix. J'en profite aussi pour préciser que les dispositifs animations d'automne comme les animations d'été n'ont pas aspiré les autres dispositifs que ce soit « Pass-Loisirs » ou que ce soient les ALSH donc on a bien capté des enfants qui d'habitude ne participent pas aux activités proposées d'une manière ou d'une autre et c'est dans ce sens-là que c'est extrêmement positif.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question est adoptée à l'unanimité.**

Avant de finir ce conseil municipal, je voudrais vous donner la date du prochain qui aura lieu le 24 novembre, vous dire qu'il ne faut pas oublier de signer la DM et avant que nous partions je vais laisser la parole à M. Rémy SALGUES pour Octobre Rose.

**Rémy SALGUES :** Après avoir parlé des violences, je vais vous parler un peu des souffrances qui existent aussi. M. le Maire vous avez souhaité que l'on donne plus de visibilité à l'opération Octobre Rose et de coordonner un peu mieux les actions de tout ce qui se fait à Bagnols. Je voudrais remercier la Ligue contre le cancer, les gentilles organisatrices de la soirée à la Moba samedi soir et également AssociaDanse qui a souhaité faire une danse samedi matin. Elle n'a pu avoir lieu mais peu importe l'important était d'être présent. Je rappellerai le calendrier des manifestations. Il y aura une intervention ce soir pendant le match de hand, une conférence à la Médiathèque mardi soir à 18 h avec le professeur Serin, dimanche 14 le coup d'envoi du match de rugby sera donné par les gentilles organisatrices, la tombola ira à la Ligue contre le cancer, et lundi 15 la grande journée en rose au centre hospitalier qui est notre partenaire bien entendu.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **10 h 30.**

Le Maire

Jean-Yves CHAPELET

